



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Ministère de l'intérieur**  
Direction générale  
des collectivités locales  
Sous-direction des finances locales et de l'action économique  
Bureau des concours financiers de l'Etat

**NOTE D'INFORMATION du 7 mai 2015**  
**relative à la dotation de compensation des EPCI de la dotation globale de fonctionnement**  
**pour l'exercice 2015**

**NOR : INTB1509531N**

**REF.** : Article L.5211-28-1 du code général des collectivités territoriales

**P. J.** : Annexe : modalités de calcul de la dotation de compensation des EPCI

**La présente note d'information a pour objet de préciser les modalités de répartition de la dotation de compensation des EPCI pour l'année 2015.**

*Le ministre de l'intérieur à Mesdames et Messieurs les préfets de département, Monsieur le haut commissaire de la République en Polynésie française*

La loi de finances pour 2004 a modifié l'architecture des dotations, en intégrant dans la dotation globale de fonctionnement (DGF) plusieurs dotations et compensations qui étaient auparavant autonomes.

S'agissant des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), cette réforme a conduit à instaurer, aux côtés de la dotation d'intercommunalité, une dotation de compensation reprenant pour l'essentiel l'ancienne compensation de la suppression de la « part salaires » de la taxe professionnelle.

La DGF des EPCI comporte donc depuis 2004 deux composantes :

- la dotation d'intercommunalité, elle-même composée d'une dotation de base et d'une dotation de péréquation ;



- la dotation de compensation, composée d'une part « compensations part salaires » (CPS) et d'une part relative aux baisses de dotation de compensation de la taxe professionnelle intervenues entre 1998 et 2001 (DCTP).

Afin de financer l'actualisation annuelle des données de population et les mouvements des périmètres intercommunaux, la loi de finances pour 2015 a prévu un écrêtement uniforme de la part CPS de la dotation de compensation dont le taux a été fixé à 2,18 % à la suite de la séance du Comité des finances locales du 17 février 2015. Le montant de la part de la dotation de compensation correspondant à la compensation des baisses de DCTP est inchangé par rapport à 2014.

Aux termes de l'article 77 de la loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010<sup>1</sup>, la part correspondant à la compensation part salaires (CPS) de la dotation de compensation des EPCI a été diminuée d'un montant égal au produit de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) perçu par l'Etat en 2010 sur le territoire de la collectivité. Depuis 2011, cette minoration est intégrée à la dotation de compensation. Si le montant de la part CPS est inférieur au montant de la diminution à opérer, le solde est prélevé prioritairement sur une autre composante de la dotation de compensation, la DCTP, ou à défaut sur la fiscalité directe locale des collectivités concernées.

Les résultats de la répartition de la dotation de compensation des EPCI sont en ligne sur le site internet de la DGCL (<http://www.collectivites-locales.gouv.fr>).

**Toutefois, seule la notification officielle par vos soins de la dotation revenant à chaque EPCI fait juridiquement foi.**

Les fiches individuelles de notification des attributions de la dotation de compensation des EPCI vous ont été transmises par la **messagerie Colbert Départemental**.

Je vous invite donc, dès réception de ce courrier, à télécharger les fiches de notification de la dotation de compensation des EPCI, qui prennent la forme de fichiers "PDF" à faire imprimer par vos services. Il vous appartient de transmettre ces fiches, le plus rapidement possible, aux EPCI concernés, l'arrêté attributif pouvant intervenir ultérieurement.

De même, vous pouvez éditer les lettres de notification et les arrêtés de versement *via* l'intranet Colbert Départemental. Vous trouverez à cet effet dans la bibliothèque de documents un modèle d'arrêté de notification.

Je vous rappelle que, pour permettre l'application des dispositions de l'article R.421-5 du code de justice administrative, **les voies et délais de recours contre la décision d'attribution doivent être expressément mentionnés lors de la notification** de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires. Cette mention est donc inscrite sur chaque fiche individuelle de notification.

Néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, vous voudrez bien indiquer dans la lettre type de notification que vous adresserez aux collectivités bénéficiaires que, durant le délai de

---

<sup>1</sup> Modifié par la loi n°2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour l'année 2015 (article 114) de telle sorte que : « *Le montant de la compensation prévue au D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) ou de la dotation de compensation prévue à l'article L. 5211-28-1 du code général des collectivités territoriales est diminué d'un montant égal, pour chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, au produit de la taxe sur les surfaces commerciales perçu par l'Etat en 2010 sur le territoire de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale.* »

deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de votre réponse. Je vous rappelle, à cet égard, qu'en application de l'article R.421-2 du code précité « *le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet* ».

A l'instar de l'ancienne compensation « part salaires », et conformément à l'article L.5211-31 du CGCT, vous verserez la dotation de compensation par **douzièmes mensuels**. Dans l'hypothèse d'un versement d'acomptes en janvier, février, mars et avril, les versements à venir seront modulés en tenant compte du montant des acomptes déjà versés.

**L'utilisation de l'application Colbert Départemental est indispensable en 2015 pour la notification des montants définitifs de DGF. Il conviendra en effet, comme vous l'avez réalisé en janvier pour la notification des acomptes de dotation de compensation, de procéder à l'envoi des montants de DGF à Chorus (fonction « Envoyer à Chorus »). Cette transmission électronique devra être doublée d'un envoi papier à la direction départementale (ou régionale) des finances publiques de vos arrêtés de versement et des états financiers correspondants.**

**Vos arrêtés de versement à l'issue de la répartition initiale de la dotation de compensation des EPCI viseront le compte n° 465.1200000 (code CDR COL0903000) « DGF - dotation de compensation des groupements – année 2015 »** ouvert dans les écritures du directeur départemental (ou régional) des finances publiques. En outre, afin de permettre aux DDFIP / DRFIP de distinguer les dotations relevant de l'interface Colbert / Chorus, vous veillerez à faire figurer sur vos arrêtés la mention « interfacé ».

**Vos arrêtés de versement ou de reversement à l'occasion d'une rectification éventuelle de la dotation de compensation des EPCI viseront le compte n° 465.1200000, code CDR COL1001000 « DGF – opérations de régularisation », que les rectifications portent sur les dotations allouées au titre de l'exercice ou des années antérieures. **Toutes les opérations de régularisation y compris celles concernant des dotations relevant de l'interface au titre de 2015 ou d'années antérieures seront traitées hors interface.** Afin de permettre aux DDFIP / DRFIP de distinguer les opérations relevant de l'interface Colbert / Chorus, vous veillerez à faire figurer sur vos arrêtés la mention « non interfacé ».**

Toute difficulté dans l'application des présentes instructions devra être signalée à votre correspondant au sein du bureau des concours financiers de l'Etat :

Mme Sandra LAZZARINI  
Tél : 01.49.27.36.09  
[sandra.lazzarini@interieur.gouv.fr](mailto:sandra.lazzarini@interieur.gouv.fr)

Je vous remercie de votre collaboration.

*Spécial d'avance !  
Bonne nuit*

Pour le ministre et par délégation,  
le directeur général  
des collectivités locales  
  
Serge MORVAN

**ANNEXE : MODALITES DE CALCUL DE LA DOTATION DE COMPENSATION DES EPCI POUR 2015**

**I- Le cas général**

La dotation de compensation de l'EPCI en 2015 se calcule donc de la manière suivante :

	Part CPS de la dotation de compensation notifiée à l'EPCI en 2014			.....
x	Taux d'écrêtement (2,18%)	x		<b>0,97817547</b>
=	<b>Montant de la part CPS en 2015</b>	=		.....
	Montant de la part CPS en 2015 (tel que calculé ci-dessus)			.....
+	Montant de la part « baisses de DCTP » en 2014	+		.....
=	<b>Dotation de compensation de l'EPCI en 2015</b>	=		.....

**II- Le cas des EPCI ayant adopté le régime de la fiscalité professionnelle unique au 31/12/2014**

Les EPCI qui ont opté pour le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU) au 31/12/2014 perçoivent à compter de 2015, en lieu et place de leurs communes membres, la part de la dotation forfaitaire de ces communes correspondant à la compensation « part salaires ». Toutefois, la part correspondant à la compensation des baisses de DCTP reste attribuée à la commune. En outre, le prélèvement réalisé sur la part « compensations » de la dotation forfaitaire des communes au titre de la TASCOT est intégré à la dotation de compensation de l'EPCI, celui-ci étant bénéficiaire du produit de la taxe.

La dotation de compensation de ces EPCI se calcule en 2015 de la manière suivante :

	[ Part CPS de la dotation de compensation notifiée à l'EPCI en 2014			.....
+	Σ parts CPS des communes membres notifiées en 2014 ]	+		.....
x	Taux d'écrêtement (2,18%)	x		<b>0,97817547</b>
=	<b>sous - total 1</b> (part CPS de la dotation de compensation 2015 )	=		.....
+	Montant de la part « baisses de DCTP » en 2014	+		.....
=	<b>Dotation de compensation de l'EPCI en 2015</b>	=		.....

**III- Le cas des EPCI déjà à fiscalité professionnelle unique dont le périmètre est modifié au 31/12/2014**

Pour les EPCI déjà à FPU dont le périmètre est modifié au 31/12/2014, la dotation de compensation 2015 est calculée en ajoutant la CPS des communes nouvellement adhérentes et en retirant la CPS des communes qui quittent l'EPCI. En outre, le prélèvement réalisé sur la part « compensations » de la dotation forfaitaire des communes au titre de la TASCOT est intégré à la dotation de compensation de l'EPCI, celui-ci étant bénéficiaire du produit de la taxe.

	[ Part CPS de la dotation de compensation notifiée à l'EPCI en 2014			.....
+	Σ parts CPS des communes entrantes en 2014	+		.....
-	Σ parts CPS des communes sortantes en 2014 ]	-		.....

x	Taux d'écrêtement (2,18%)	x	<b>0,97817547</b>
=	<i>sous - total 1</i> (part CPS de la dotation de compensation 2015)	=	.....
+	Montant de la part « baisses de DCTP » en 2014	+	.....
=	<b>Dotation de compensation de l'EPCI en 2015</b>	=	.....

Les compensations « part salaires » des communes sortantes au 31/12/2014 sont recalculées à partir des bases compensées de la commune en 2003 et réattribuées :

- à la commune si elle adhère à un EPCI à fiscalité additionnelle ou n'adhère à aucun autre EPCI ;
- au nouvel EPCI auquel adhère cette commune s'il a adopté le régime de la FPU.

#### IV- Le cas des fusions d'EPCI

La dotation de compensation de l'EPCI issu de la fusion est calculée comme le cas général :

	[ Part CPS de la dotation de compensation notifiée à l'EPCI A en 2014		.....
+	Part CPS de la dotation de compensation notifiée à l'EPCI B en 2014	+	.....
+	∑ parts CPS des communes membres notifiées en 2014 en cas de fusions d'EPCI à fiscalité additionnelle ou à fiscalité professionnelle de zone en un EPCI à FPU ]	+	.....
x	Taux d'écrêtement (2,18%)	x	<b>0,97817547</b>
=	<b>Montant de la part CPS de l'EPCI C en 2015</b>	=	.....
	Montant de la part CPS en 2015 (tel que calculé ci-dessus)		.....
+	[Montant de la part « baisses de DCTP » de l'EPCI A en 2014		.....
+	Montant de la part « baisses de DCTP » de l'EPCI B en 2014]	+	.....
=	<b>Dotation de compensation de l'EPCI C en 2015</b>	=	.....

La part correspondant à la compensation part salaires (CPS) de la dotation de compensation de l'EPCI issu de la fusion est diminuée d'un montant égal à la somme des prélèvements TASCOT opérés sur la compensation part salaires (CPS) des EPCI qui fusionnent.